



UN ENGAGEMENT SOLIDAIRE DE SUEZ ENVIRONNEMENT

BILAN 2012



SOMMAIRE

LE FONDS : PRÉSENTATION

1 DÉVELOPPER L'ACCÈS AUX SERVICES ESSENTIELS DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

2 RENFORCER LES COMPÉTENCES

3 STIMULER L'INNOVATION ET PARTAGER L'EXPÉRIENCE

4 FAVORISER L'INSERTION PAR L'EMPLOI ET LA FORMATION

- 03 LE MESSAGE DU PRÉSIDENT
- 04 LE SENS D'UN ENGAGEMENT
- 06 LE FONDS EN MOTS ET EN CHIFFRES
- 08 PAROLES D'ADMINISTRATEURS
- 10 CARTOGRAPHIE DES RÉALISATIONS 2012
- 12 PAROLES DE PARTENAIRES

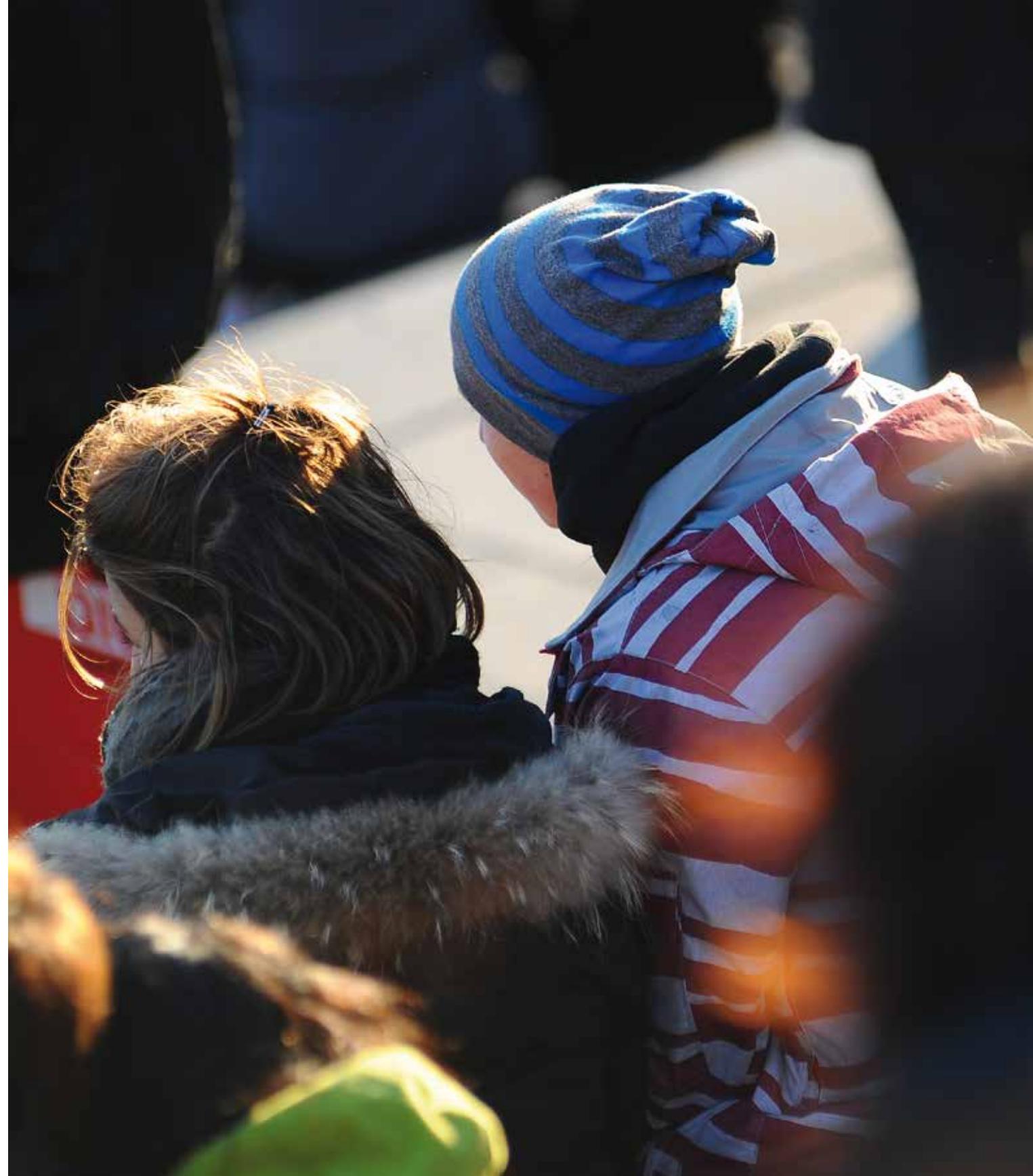
- 16 CROIX-ROUGE FRANÇAISE
- 17 LES PUIITS DU DÉSERT
- 18 EAU ET VIE
- 20 EAU VIVE
- 22 SECOURS CATHOLIQUE
- 23 GRET
- 26 ROTARY MADAGASCAR
- 27 AMOR RECYCLING
- 28 WATERWALLA
- 29 AQUASSISTANCE

- 34 UNESCO-IHE
- 35 PARIS TECH

- 40 CRANFIELD
- 41 PRIX INITIATIVES - INSTITUT DE FRANCE

- 44 LA MAISON POUR REBONDIR
- 46 REJOUÉ

- 48 REMERCIEMENTS ET PARTENAIRES



MESSAGE DU PRÉSIDENT

En 1994, naissait au sein de Lyonnaise des Eaux, Aquassistance, une association de collaborateurs volontaires pour secourir dans l'urgence les victimes de catastrophes naturelles et de conflits. La première pierre de l'engagement solidaire de notre Groupe était posée.

Vingt ans plus tard, force est de constater que beaucoup de chemin reste à parcourir et tous les acteurs de la société doivent impérativement unir leurs forces pour co-construire des solutions concrètes, innovantes et reproductibles, au service d'une croissance plus respectueuse des ressources, plus responsable et plus solidaire.

C'est cette vision qui fonde notre projet d'entreprise ; c'est elle aussi qui nourrit la détermination de l'engagement solidaire porté par le FONDS SUEZ ENVIRONNEMENT INITIATIVES.

En 2012, le Fonds, doté de quatre millions d'euros par SUEZ ENVIRONNEMENT et ses filiales Lyonnaise des Eaux, SITA France et Degrémont, a consolidé et élargi son champ d'intervention en faveur de l'accès à l'eau, à l'assainissement et

à la gestion des déchets dans les pays en voie de développement, déployant son aide selon trois axes complémentaires : le soutien aux projets de terrain, le renforcement des compétences et la stimulation de l'innovation.

En France, le Fonds a choisi de relever le défi de l'insertion par l'emploi, en soutenant deux projets très innovants directement ancrés sur les territoires : à Bordeaux, la « Maison pour rebondir », et à Paris, l'association « Rejoué ».

Chacun de ces projets mobilise les partenaires autour d'une aventure humaine collective fondée sur la confiance et le respect des engagements. Tel est le gage de leur réussite et de leur pérennité, vous le découvrirez au fil de ces pages.

Jean-Louis Chaussade
Directeur Général de SUEZ ENVIRONNEMENT
Président Fondateur du FONDS SUEZ ENVIRONNEMENT INITIATIVES



LE SENS D'UN ENGAGEMENT

« Lorsque nous décidons de soutenir un projet, nous co-engageons notre responsabilité, celle des collaborateurs du Groupe, et celle des porteurs de projets. Ce fonctionnement partenarial est essentiel à nos yeux »



Myriam Bincaille
Déléguée générale du FONDS
SUEZ ENVIRONNEMENT INITIATIVES



Quelle est la mission du Fonds ?

Lorsque le FONDS SUEZ ENVIRONNEMENT INITIATIVES a été créé début 2011, notre feuille de route était claire : en cohérence avec le cœur de métier de notre Groupe, co-construire avec nos partenaires des projets porteurs de solutions pérennes dans les domaines de l'accès à l'eau, à l'assainissement et à la gestion des déchets dans les pays en voie de développement ; de l'insertion par l'emploi en France.

Des objectifs ambitieux ?

Ambitieux, oui, mais surtout exigeants au regard de la gravité des enjeux auxquels nous sommes confrontés. Lorsque nous décidons

de soutenir un projet, nous co-engageons notre responsabilité, celle des collaborateurs du Groupe, et celle des porteurs de projets. Ce fonctionnement partenarial est essentiel à nos yeux.

Concrètement ?

Notre organisation même reflète cette volonté puisque nous avons opté pour un mode de gouvernance partenariale, à l'image de notre Conseil d'Administration qui associe des représentants du Comité de direction du Groupe et de ses filiales et des personnalités indépendantes. Sur le plan opérationnel, l'équipe permanente s'appuie sur l'expertise de personnes qua-

lifiées internes au Groupe, les «évaluateurs», chargés d'apprécier en amont la qualité des demandes de soutien que nous recevons, et les «référénts», chargés du suivi des projets.

Comment sélectionnez-vous les projets ?

Nous avons élaboré un référentiel de critères dont le fil rouge est l'exigence de pérennité que nous nous sommes fixée. Cet impératif se décline à tous les niveaux : nous privilégions les porteurs de projets ayant une organisation et un statut juridique solides, de préférence de type associatif ; nous examinons la pertinence de leur action et la qualité de son impact dans la durée ; nous sommes très attentifs à l'ancrage local des projets et

à l'implication des bénéficiaires ; enfin nous favorisons les initiatives innovantes.

Quelles sont vos relations avec vos partenaires ?

Une fois la sélection du projet validée, nous signons avec le partenaire une convention qui définit nos engagements réciproques et balise les étapes de notre coopération. Au-delà de ce cadre formel, nous privilégions dans nos échanges l'interactivité et la confiance, cette synergie est essentielle à la réussite de nos projets communs.

Quelle place pour les collaborateurs ?

Leur engagement est au cœur de notre mis-

sion : n'oublions pas que ce sont les salariés de Lyonnaise des Eaux qui ont donné l'impulsion de départ avec la création d'Aquasistance dans les années 90. Cette dynamique est appelée à se renforcer, à hauteur de la volonté croissante des collaborateurs de s'impliquer dans des projets solidaires porteurs de sens. Nous nous efforçons de répondre à leurs attentes en les intégrant toujours plus dans notre démarche. Je pense en particulier à tous ceux qui mettent leurs connaissances et leurs compétences au service de la Chaire ParisTech «SUEZ ENVIRONNEMENT Eau pour Tous», comme intervenants, coordonnateurs de modules ou coachs.

Les défis que le Fonds a choisi de relever sont immenses, qu'est-ce qui anime votre détermination ?

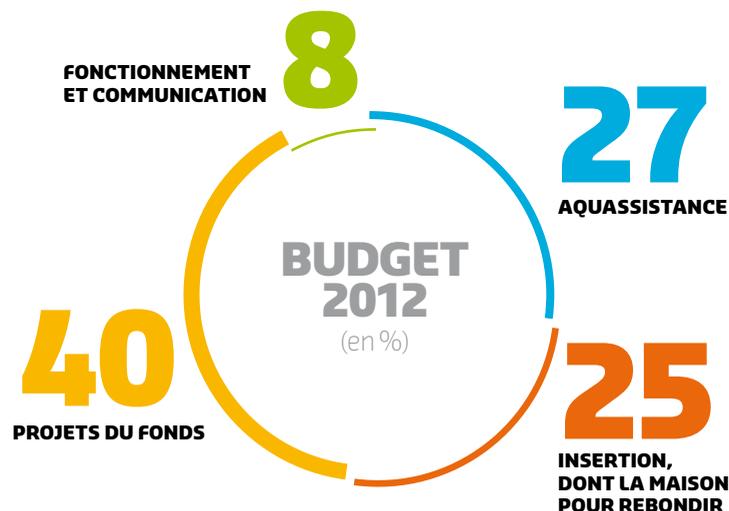
Les actions que nous menons ne sont pas que des questions de chiffres, ce sont d'abord des combats pour la vie, ponctués de victoires qui sont autant de belles histoires. Chaque fois que nous installons un forage dans un village, c'est une spirale vertueuse qui se met en marche : la santé des populations s'améliore, la mortalité infantile diminue, les enfants vont à l'école, les femmes, déchargées de la corvée d'eau, s'investissent davantage dans la vie de leur communauté... C'est une vraie fierté pour nous !

LE FONDS EN MOTS ET EN CHIFFRES



« Notre Groupe est aujourd'hui un acteur de premier plan des métiers de l'eau et des déchets. Cette réussite est le fruit de l'engagement de tous nos collaborateurs au service de notre projet d'entreprise. Cette réussite, dans des métiers essentiels pour l'homme et la planète nous confère une responsabilité sociale et environnementale particulière, que nous exerçons avec rigueur et détermination, notamment via le FONDS SUEZ ENVIRONNEMENT INITIATIVES et les partenaires qu'il a su nouer avec différentes organisations de solidarité. »

Marie-Ange Debon
Directeur Général Adjoint en charge
de l'International, SUEZ ENVIRONNEMENT



« En 2012, le FONDS SUEZ ENVIRONNEMENT INITIATIVES a été doté d'un budget de quatre millions d'euros. C'est un signal fort que nous envoyons à nos collaborateurs et à toutes nos parties prenantes, témoignant de l'ambition de notre engagement solidaire en faveur des plus vulnérables. C'est un investissement social et solidaire dans la durée, auquel nous sommes très attachés. »

Jean-Marc Boursier,
Directeur Général Adjoint en charge
des finances, SUEZ ENVIRONNEMENT

SUBVENTIONS REÇUES EN 2012 : SUEZ ENVIRONNEMENT 2 800 000 €, LYONNAISE DES EAUX 800 000 €, DEGRÉMONT 200 000 €, SITA FRANCE 200 000 €

En 2012, le Fonds a organisé son action selon deux objectifs prioritaires :

Améliorer

l'accès aux services essentiels des populations défavorisées dans les pays en développement : eau potable, assainissement, gestion des déchets.

Promouvoir

l'intégration économique et sociale des populations en difficulté en France, par l'emploi et la formation.



UNE GOUVERNANCE PARTENARIALE

Le Conseil d'Administration, présidé par Jean-Louis Chaussade, Directeur général du groupe SUEZ ENVIRONNEMENT, définit la stratégie, le budget et le calendrier d'activités du Fonds. Il est composé de 12 membres maximum, élus pour 3 ans : des représentants du comité de direction du Groupe et des filiales qui contribuent au FONDS SUEZ ENVIRONNEMENT INITIATIVES ainsi que des personnalités indépendantes.

Le Bureau, qui prend les décisions relatives à la gestion du Fonds. Il valide et sélectionne les projets qui seront soumis au Conseil d'Administration. Un Président : Jean-Louis Chaussade. Deux vice-présidents : Bernard Guirkingier et Frédérique Raoult.

Le Comité Consultatif d'Investissement, qui présente au Conseil d'Administration des propositions relatives à la politique d'investissements et à la stratégie du Fonds. Il est

piloté par Jean-Marc Boursier, Directeur Général Adjoint en charge des finances, SUEZ ENVIRONNEMENT, et par Marie-Ange Debon, Directeur Général Adjoint en charge de l'International, SUEZ ENVIRONNEMENT.

L'équipe permanente, dirigée par Myriam Bincaille, qui :

- pré-sélectionne les dossiers de candidature et les soumet pour évaluation ;
- assure la gestion opérationnelle du Fonds et met en œuvre les décisions du Conseil d'Administration et du Bureau ;
- anime les relations avec les partenaires, coordonne la direction et le suivi des projets retenus et organise les actions de communication.

Les évaluateurs et référents : un groupe d'experts et de collaborateurs du Groupe qui contribuent à l'évaluation des demandes de soutien que l'équipe du Fonds reçoit et des projets soumis aux instances de sélection.

Comment faire une demande auprès du Fonds ? Dans le respect des critères de sélection, les organisations sont invitées à adresser leur dossier de candidature (téléchargeable sur le site du FONDS SUEZ ENVIRONNEMENT INITIATIVES). <http://www.suez-environnement.fr/groupe/fonds-suez-environnement-initiatives/>

PAROLES D'ADMINISTRATEURS



« Le FONDS SUEZ ENVIRONNEMENT INITIATIVES répond de façon très concrète à la demande croissante des collaborateurs de participer à un projet d'entreprise porteur d'un sens qui dépasse les seuls objectifs de performance économique et financière.

Bernard Guirkinger
Directeur général adjoint, SUEZ ENVIRONNEMENT

En soutenant des projets solidaires cohérents avec notre cœur de métier, nous favorisons le partage des savoirs et des savoir-faire, et contribuons ainsi à créer de la valeur partagée. »

« En 2011 le FONDS SUEZ ENVIRONNEMENT INITIATIVES prenait la relève de la Fondation SUEZ ENVIRONNEMENT Eau pour Tous avec l'ambition de déployer plus largement son champ d'action. Le Bilan 2012, par sa richesse et les nombreux projets engagés,

témoigne de la capacité du FONDS SUEZ ENVIRONNEMENT INITIATIVES à mobiliser des collaborateurs soucieux de s'engager, tout en s'appuyant sur la complémentarité des expertises au sein de notre Conseil d'Administration. »

Frédérique Raoult
Directrice du Développement Durable et de la Communication, SUEZ ENVIRONNEMENT



« Le traitement de l'eau, qui est notre métier, est aussi un engagement au service de la vie. C'est pourquoi nous nous devons de garder notre esprit pionnier, avec la volonté de toujours repousser les limites pour faire progresser l'intérêt général. C'est cette même

Rémi Lantier
Directeur Général de DEGREMONT

posture qui anime les porteurs de projet soutenus par le FONDS SUEZ ENVIRONNEMENT INITIATIVES. Ils ont besoin de nous, et je suis convaincu que l'effet de levier que nous exerçons est important pour leur développement. »



« Mettre l'efficacité économique au service de l'intérêt général, tel est le projet du Groupe SOS. C'est une vision ambitieuse, qui requiert la mise en œuvre d'alliances entre les pouvoirs publics, le secteur associatif, les grandes entreprises. En investissant dans le soutien à des projets solidaires, le FONDS SUEZ ENVIRONNEMENT INITIATIVES met en œuvre la volonté du Groupe de participer à ce mouvement. Je suis particulièrement sensible à l'action qu'il mène en faveur de l'insertion des plus fragiles. »

Jean-Marc Borello
Délégué général du Groupe SOS

« L'activité de SITA France, la gestion des déchets, est en prise directe avec les enjeux du développement durable, et tous nos collaborateurs sont investis au quotidien dans la recherche et la mise en œuvre de solutions innovantes et pérennes. Cette dynamique va tout naturellement de pair avec notre engagement solidaire, renforcé par notre participation au FONDS SUEZ ENVIRONNEMENT INITIATIVES. Je suis très heureux de voir qu'en 2012 le Fonds a élargi ses projets au secteur des déchets. »



Christophe Cros
Directeur Général Adjoint en charge de l'activité Déchets en Europe, SUEZ ENVIRONNEMENT



Marie Trelu-Kane
Présidente co-fondatrice d'UNIS-CITE, Conseillère au Conseil Economique, Social et Environnemental

« Aujourd'hui, les grandes entreprises ont un rôle essentiel à jouer pour faire progresser la société. Aux avant-postes de ce mouvement, le FONDS SUEZ ENVIRONNEMENT INITIATIVES a choisi de stimuler le partage des savoir-faire du Groupe au service de projets porteurs de solutions durables, dans le secteur de l'accès aux services essentiels, mais aussi de l'insertion par l'emploi et la formation. Un domaine dans lequel j'apporte mon expertise, c'est le sens de mon engagement dans le Fonds. »



« L'engagement solidaire fait partie de l'ADN de Lyonnaise des Eaux, il résulte de la volonté de nos collaborateurs d'agir dans toutes les situations de détresse où l'intervention d'experts des métiers de l'eau et de l'environnement est justifiée. L'association

Philippe Maillard
Directeur Général de LYONNAISE DES EAUX

Aquassistance est historiquement porteuse d'une vision et de valeurs qui ont inspiré la création du FONDS SUEZ ENVIRONNEMENT INITIATIVES. C'est pourquoi nous sommes fiers d'y contribuer. »

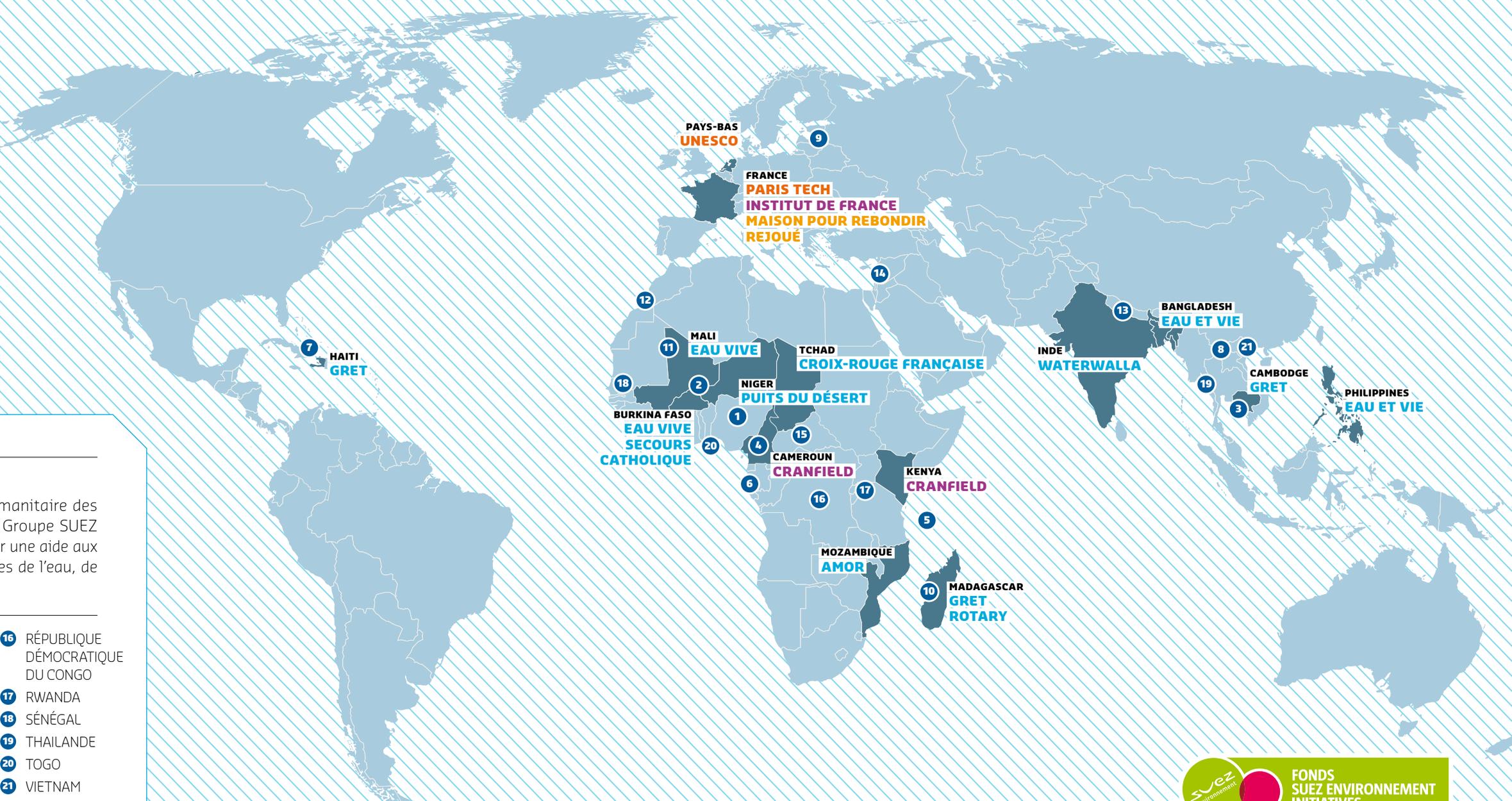
RÉALISATIONS 2012

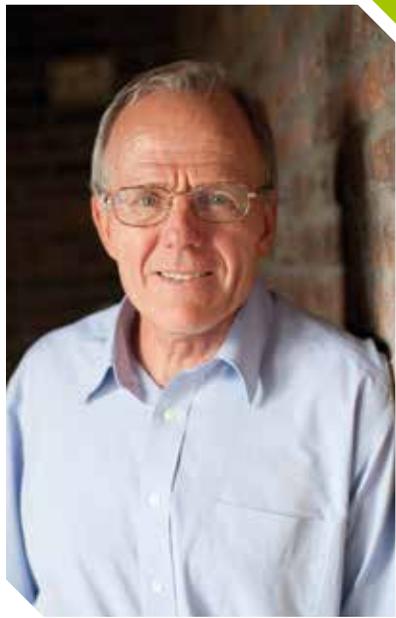
- 1 DÉVELOPPER**
L'ACCÈS AUX SERVICES ESSENTIELS
DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT
- 2 RENFORCER**
LES COMPÉTENCES
- 3 STIMULER**
L'INNOVATION ET
PARTAGER L'EXPÉRIENCE
- 4 FAVORISER**
L'INSERTION PAR L'EMPLOI
ET LA FORMATION EN FRANCE

AQUASSISTANCE

AQUASSISTANCE est une association humanitaire des personnels de Lyonnaise des Eaux et du Groupe SUEZ ENVIRONNEMENT volontaires pour apporter une aide aux populations en difficulté dans les domaines de l'eau, de l'environnement et des déchets.

- | | | |
|----------------|---------------------------------|-------------------------------------------|
| 1 BÉNIN | 9 LETTONIE | 16 RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE
DU CONGO |
| 2 BURKINA FASO | 10 MADAGASCAR | 17 RWANDA |
| 3 CAMBODGE | 11 MALI | 18 SÉNÉGAL |
| 4 CAMEROUN | 12 MAROC | 19 THAÏLANDE |
| 5 COMORES | 13 NEPAL | 20 TOGO |
| 6 CONGO | 14 PALESTINE | 21 VIETNAM |
| 7 HAÏTI | 15 RÉPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE | |
| 8 LAOS | | |





« Le FONDS SUEZ ENVIRONNEMENT INITIATIVES est un des plus fidèles et généreux soutiens privés du Secours Catholique. Il nous apporte une aide dans la durée pour le projet d'accès à l'eau potable et à l'assainissement que nous menons au Burkina Faso, ce qui nous permet de consolider et d'étendre les résultats. Récemment notre partenariat s'est renforcé autour d'un projet au Togo, comportant un volet d'éducation à l'environnement auquel le Fonds a été très sensible. Nous sommes particulièrement attachés à la relation de constance et de proximité que nous entretenons avec le Fonds. »

François Soulage
Président du Secours Catholique



« C'est de longue date que nos chemins se croisent, notamment au travers des instances de concertation françaises qui agissent en faveur de l'accès à l'eau. Quelques prises de positions communes ont même appelé à plus de synergie entre acteurs du secteur encore trop souvent cloisonnés. Depuis 2007, d'entrée de jeu nous avons visé un partenariat de long terme sur des projets qui s'inscrivent dans un plan communal de développement élaboré par la collectivité territoriale africaine concernée. Cela conditionne que le soutien financier apporté respecte les dynamiques locales et la prise en main par les usagers eux-mêmes. A priori nous avions des trajectoires différentes mais la découverte de nos savoir-faire respectifs participe à la convergence des approches. Pour autant, nous sommes aussi en apprentissage et c'est avec pragmatisme que nous envisageons aujourd'hui d'ouvrir notre démarche à d'autres acteurs. »

Laurent Chabert d'Hières
Directeur général d'Eau Vive



« Il est essentiel pour la Croix-Rouge française de s'entourer de partenaires qui ont une réelle expertise dans les métiers qui nous concernent sur le terrain. Le FONDS SUEZ ENVIRONNEMENT INITIATIVES accompagne nos projets d'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement au Tchad et soutient nos « Clubs des Mères » au Togo. La confiance, chaque fois renouvelée, que le Fonds nous accorde, consacrée par le Prix SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives – Institut de France en 2012, et la qualité des échanges entre nos équipes constituent les premiers succès de notre partenariat. J'ai la conviction profonde que cette confiance mutuelle se renforcera au fil de nos coopérations actuelles et à venir. »

Professeur Jean-François Mattei
Président de la Croix-Rouge française

PAROLES DE PARTENAIRES



« Le Gret et le FONDS SUEZ ENVIRONNEMENT INITIATIVES n'ont pas seulement en commun les métiers de l'eau et de l'assainissement. Ils partagent une vision, des valeurs et des objectifs fondamentaux, qui en font de véritables partenaires : la pérennité des actions, la lutte contre les inégalités et la pauvreté, l'innovation sociale. C'est sur ce socle que nous agissons ensemble depuis 2009, en Haïti, au Cambodge et à Madagascar. Depuis 2012, le Fonds est le premier partenaire du Find (fonds d'innovation pour le développement créé par le Gret), un pas de plus vers un partenariat stratégique dans la durée. »

Pierre Jacquemot
Président du Gret et président du Find

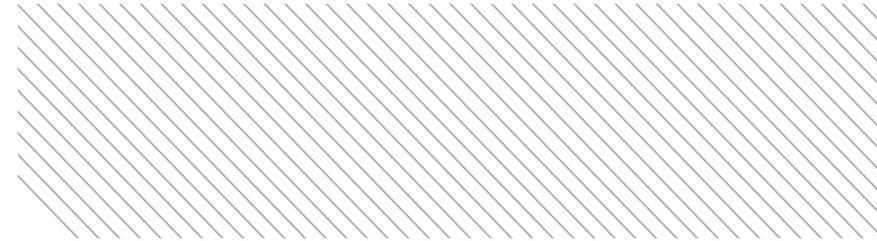


DÉVELOPPER

L'ACCÈS AUX SERVICES ESSENTIELS DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT



Bernard Guirkinge
Directeur général adjoint,
SUEZ ENVIRONNEMENT



« L'accès à l'eau, à l'assainissement et à la gestion des déchets s'impose comme un droit fondamental, reconnu par tous. Contribuer à traduire ce droit en une réalité concrète pour chaque être humain est au cœur de notre mission. »

Le FONDS SUEZ ENVIRONNEMENT INITIATIVES travaille aux côtés d'organisations de solidarité internationales, engagées sur le terrain dans la recherche et le développement de solutions innovantes, pérennes et reproductibles. »



L'eau, **SOURCE** de dignité et de paix

TCHAD



LOGONE ET MANDOUL, TCHAD

31 4 ans (2011-2015)

FONDS 317 737 €



« Inspirer, encourager, faciliter et faire progresser en tout temps et sous toutes ses formes l'action humanitaire des Sociétés Nationales, en vue de prévenir et d'alléger les souffrances humaines et d'apporter ainsi sa contribution au maintien et à la promotion de la dignité humaine et de la paix dans le monde », telle est la vision qui inspire l'action portée par la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge dans le monde entier.

Au cœur de ses priorités, l'amélioration de l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène. Un véritable défi au Tchad, l'un des dix derniers pays sur le classement des indicateurs de développement humain (183^{ème} sur 187 en 2011).

La Croix-Rouge française (CRf), présente au Tchad depuis 2001, et la Croix-Rouge du Tchad (CRT), fortes d'une longue collaboration sur le terrain, co-pilotent aujourd'hui un programme ciblant 19 villages isolés des régions du Logone occidental et du Mandoul, ainsi qu'un quartier péri-urbain de Moundou. Fondé sur une approche participative, le projet encourage et organise l'implication des communautés, notamment des femmes, autour des objectifs sanitaires, sociaux et économiques : amélioration de l'accès à l'eau et l'assainissement, promotion de l'hygiène et de la santé communautaire, développement d'activités génératrices de revenus.



Éléments clés de la qualité et de la pérennité des actions menées, le renforcement des capacités de la CRT en termes de gestion des ressources en eau et gestion de projet et la forte mobilisation des volontaires sur le terrain. Le FONDS SUEZ ENVIRONNEMENT INITIATIVES s'est inscrit dans cette chaîne vertueuse dès le démarrage du projet.

Favoriser la dynamique du développement

NIGER



AGADEVZ, NIGER

31 3 ANS (2011-2013)

FONDS 240 000 €



Que de travail accompli ! 170 puits construits, des jardins maraîchers productifs, des enfants scolarisés à l'école Lago et soignés au dispensaire de Boudari, des entreprises créées par des tâcherons qui se sont formés aux métiers de maçons et de puisatiers, des aides médicales ponctuelles, des soutiens apportés au moment des périodes d'insécurité alimentaire, des étudiants aidés ».

Un bilan dont Christel Pernet et Mohamed Ixa peuvent être fiers ! Leur aventure démarre en 2002, lorsqu'ils décident d'unir leurs forces pour secourir les populations de la Vallée de Tidène au Nord du Niger. Une région classée zone à risque, à l'écart des circuits de l'aide humanitaire, vivant dans une grande détresse

liée pour une bonne part au manque de ressource en eau. Très vite, deux associations sont créées, l'une en France, les « Puits du Désert », chargée de faire connaître les projets et de récolter des fonds, l'autre au Niger, « Tidène », responsable du suivi sur le terrain, en lien avec la Direction Régionale de l'Hydraulique d'Agadez.

L'objectif est clair : réhabiliter ou construire 400 puits, pour les 16 000 habitants et les centaines d'éleveurs nomades de la région. Et contribuer ainsi à la réduction de la pauvreté et de la mortalité, au développement économique, au maintien de la sécurité et de la paix.



Preuve de leur réussite, les deux ONG ont été invitées à participer au 6^{ème} Forum mondial de l'eau à Marseille en mars 2012. À l'horizon 2013, ils envisagent un programme très innovant de réinsertion des anciens combattants de la zone, via la formation aux métiers de l'arboriculture et l'implantation de jardins. Le FONDS SUEZ ENVIRONNEMENT INITIATIVES a rejoint l'aventure en 2011 pour financer douze puits, dont quatre ont été construits en 2012.

Une entreprise sociale au cœur des bidonvilles

PHILIPPINES



MANILLE, PHILIPPINES



5 ANS (2008-2013)



62 883 €



Fire-fighting day organisée à Manille

Lorsque Philippe de Roux et Valérie Dumans décident de créer l'ONG Eau&Vie en 2008 pour améliorer l'accès à l'eau potable dans les bidonvilles, ils s'engagent à relever de grands défis : enjeux politiques, contraintes techniques liées à la construction du réseau, complexités méthodologiques pour la gestion du service et de la collecte des paiements, manque d'éducation à l'hygiène et à la santé, etc. Pour répondre à ces enjeux, ils développent une approche inspirée de leur expérience dans le micro-crédit et fondée sur la volonté de co-construire les projets avec toutes les parties prenantes, au premier rang desquelles les habitants.

Au cœur du dispositif, Water and Life Philippines (W&L), la filiale locale de l'association, en charge des études de faisabilité, des relations avec les partenaires et du suivi sanitaire ; et Tubig Pag-Asa (TPA), une entreprise sociale locale créée par Eau&Vie, en charge de la formation des équipes, de la

construction du réseau, de la distribution de l'eau achetée au prix de gros aux concessionnaires (Maynilad Water Services Inc. à Manille, Metro Cebu Water District sur l'île de Cebu), de la facturation, de la collecte et du recouvrement. Dès 2008, un projet pilote est lancé à Manille. Opération réussie, avec 585 foyers équipés en 2010 et un prix de l'eau nettement diminué. Et les projets se succèdent. À Cavite d'abord, un bidonville au sud-ouest de Manille, dans les quartiers de Salcedo II, puis Manggahan et Pugad Ibon. Au total, ce sont 546 familles, soit 2 500 personnes, qui bénéficient aujourd'hui d'une eau propre à domicile. Parallèlement,

un autre chantier a démarré à Lower Tipolo, un bidonville de Cebu, la seconde ville des Philippines. Facteur clé du succès, l'accompagnement dans la durée de la participation active des habitants, selon le principe : « Le réseau appartient à la communauté ».

« Mes missions concernent la gestion des rencontres avec la communauté et les négociations avec les partenaires. Je n'aurais jamais pensé faire partie d'un tel projet et je n'ai jamais regretté d'avoir accepté. »

Cherry Ba-ay,

assistante du responsable de Programme

De l'eau pour les familles de Bhashantek

BANGLADESH



DHAKA, BANGLADESH



2 ANS (2012-2013)



60 812 €



« Le son des pioches et des pelles rythme désormais la vie des habitants de Bhashantek. L'équipe de Shobar Jonno Pani Ltd (SJP) a démarré le chantier de construction du réseau d'eau dans ce bidonville du nord de Dhaka. Bientôt 3 500 familles auront pour la première fois accès à une eau potable dans leur maison. La communauté, SJP et le concessionnaire d'eau Dhaka WASA (DWA-SA) ont mis en place toute une organisation, afin de gérer dans la durée le service de facturation et la maintenance du réseau. Nous vous tiendrons régulièrement informés des avancées du projet ! »

Nous sommes en mai 2012, et sur la base des résultats très encourageants des programmes développés aux Philippines, Eau&Vie, avec le support du FONDS SUEZ ENVIRONNEMENT INITIATIVES, poursuit l'aventure à Dhaka, capitale du Bangladesh. Tout a commencé en 2010, avec la création de l'antenne locale

d'Eau&Vie, Water and Life Bangladesh, et de l'entreprise sociale locale SJP ; le recrutement du responsable de programme ; l'identification du quartier de Bhashantek comme zone d'intervention ; les études de faisabilité et les enquêtes auprès des habitants ; les négociations avec le distributeur d'eau, DWASA ; la mise en place d'un partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et les autorités locales.

Autant d'étapes préalables essentielles à la pérennité du projet. Et pour renforcer l'impact de son action, l'ONG multiplie les



initiatives en faveur de l'éducation à la santé, à l'hygiène et à l'environnement : participation à la « Journée mondiale du lavage des mains » en octobre 2012, préparation d'une opération « Nettoyage du bidonville » avec la communauté, réflexion sur la mise en place de la collecte des déchets, etc. À ce jour, 470 familles ont signé pour être connectées, et l'association est déjà sollicitée pour équiper d'autres quartiers en 2013.

Mobiliser les communautés villageoises

SAHEL, BURKINA FASO 4 ANS (2011-2014) 260 000 €

BURKINA FASO



« Sans cesse citée comme «marqueur» du problème de l'eau, la fillette du Sahel astreinte à la corvée d'eau chaque matin, qui ne va pas à l'école et qui peut mourir d'une simple diarrhée, n'a que faire de notre compassion. Il est à parier qu'elle préférerait des engagements, des plans d'action, des investissements, pour que son village soit enfin équipé d'un point d'eau et son école de toilettes ».

Le cri d'alarme lancé par Laurent Chabert d'Hières est au cœur de l'activité d'Eau Vive, l'ONG dont il est le directeur général. Il est aussi le moteur de l'engagement du FONDS SUEZ ENVIRONNEMENT INITIATIVES à ses côtés.

Eau Vive travaille depuis 35 ans aux côtés des burkinabés, encourageant la mobilisa-

tion des acteurs locaux dans le processus de leur développement. L'année 2012 a été très tendue, avec des conditions climatiques difficiles et l'afflux des populations fuyant la crise au Mali. Une situation critique qui a renforcé la détermination des responsables du projet « Eau Sahel ». Celui-ci a démarré en 2011 avec un objectif ambitieux : « Offrir un accès durable à l'eau potable et à l'assainissement ainsi qu'un cadre de vie plus sain aux populations de six communes rurales du Sahel burkinabé ».

En 2012, le projet est entré dans sa phase opérationnelle, avec des résultats très encourageants : réhabilitation de 72 forages et



réactivation des associations des usagers de l'eau qui y sont rattachées ; mise en route de cinq services techniques communaux, eau et assainissement, sur le territoire d'intervention du projet; réalisation d'une centaine de latrines et de six blocs sanitaires publics; déploiement du dispositif de sensibilisation animé par 111 hygiénistes relais villageois qui disposent tous de boîtes à images comme supports de communication pour visiter les ménages de leur périmètre.

Poursuivre les efforts, malgré la crise

MOPTI, MALI 2 ANS (2011-2013) 70 000 €

MALI



En 2012, le Mali a traversé une grave crise politico-militaire, débouchant sur une situation de chaos généralisé, propre à démobiliser l'énergie des humanitaires présents dans la région et l'engagement des donateurs et partenaires. Pourtant, pour Alassan Nahé, directeur Eau Vive au Mali, le coup d'Etat n'a pas eu d'impact direct sur les programmes en cours : « Les projets peuvent se poursuivre sans problème par l'intermédiaire d'ONG professionnelles à partir du moment où elles ont un bon ancrage sur le territoire et mobilisent des compétences locales ».

Telle est bien la force de l'association Eau Vive qui agit depuis 35 ans en Afrique sahélienne

en faveur de l'accès à l'eau et l'assainissement. Sa philosophie ? Partir de la demande des Sahéliens, favoriser l'autonomisation et la responsabilisation des populations, promouvoir les compétences et les ressources locales.

Eau Vive, qui dispose d'une antenne à Bamako, mène depuis 2011 un programme visant à améliorer de façon durable l'accès à l'eau et l'assainissement et les conditions d'hygiène dans trois communes du Cercle de Bankass, dans la région de Mopti, à la limite des zones en crise. Ce secteur n'a pas enregistré de problème majeur d'insécurité : les instances communales, les services techniques décon-



centrés de l'Etat et les entreprises ont continué de fonctionner, permettant aux équipes locales de poursuivre leurs activités.

Le FONDS SUEZ ENVIRONNEMENT INITIATIVES en soutenant ce projet sur deux ans fait pleinement sien le message des responsables d'Eau Vive : « Nous nous devons de soutenir nos partenaires au Mali, leur conserver notre confiance, maintenir l'appui financier à leurs projets, afin qu'ils ne sombrent pas dans le désespoir et le fatalisme. »

Sur le terrain, au plus près des besoins

8 COMMUNES RURALES, BURKINA FASO

31 3 ANS (2012-2014)

FONDS 450 000 €

BURKINA FASO



Pour le Secours Catholique, engagé depuis soixante-cinq ans dans le soutien aux personnes et territoires les plus vulnérables dans le monde, l'Afrique demeure une priorité. Une volonté qui s'appuie sur une collaboration étroite avec les partenaires locaux, sur leur expérience et leur savoir-faire, notamment dans le domaine de l'accès aux services essentiels.

C'est ainsi qu'au Burkina-Faso le Secours Catholique-Caritas France et l'OCADES-Caritas Burkina co-pilotent un programme sur trois ans visant à « améliorer durablement l'accès à l'eau potable, l'assainissement et les pratiques d'hygiène des populations et promouvoir la protection de l'environnement » dans huit communes rurales du pays.

L'OCADES-Caritas Burkina, maître d'œuvre du projet, intervient depuis des décennies dans le secteur de l'eau, avec à son actif la réalisation de 4000 points d'eau et 200 barages. Une expertise forgée à l'épreuve du terrain et reconnue à la fois par les acteurs institutionnels du secteur, l'administration et les populations. Et une capacité opérationnelle en constante évolution, avec des moyens matériels performants et des compétences humaines pointues, associant ingénieurs et techniciens hydrauliciens, gestionnaires de projets, sociologues et animateurs. Autant d'atouts essentiels à la réussite du projet qui prévoit la réhabilitation de 110 forages, la construction de 40 nouveaux forages et de 1000 latrines ;

la plantation de 5000 arbres ; la formation de 1000 enfants à la plantation et protection des arbres fruitiers et ombrageux ; l'appui à la mise en place et à la formation de 235 Associations d'Usagers de l'Eau.

Ce projet s'inscrit dans la continuité d'un précédent programme soutenu par la Fondation SUEZ ENVIRONNEMENT Eau pour tous dont aujourd'hui le FONDS SUEZ ENVIRONNEMENT INITIATIVES a pris le relais.

Le droit à l'eau ne se décrète pas, il se construit

PORT-AU-PRINCE, HAÏTI

31 4 ANS (2008-2012)

FONDS 300 000 €

HAÏTI



« Tout a commencé en 1994, le GRET a mis en œuvre une intermédiation entre le service public de l'eau (la Camep) et les quartiers précaires de Port-au-Prince, afin de permettre le dialogue entre les pouvoirs publics et les habitants vivant dans ces zones. Après avoir repéré les leaders de ces quartiers, il a appuyé la structuration sociale des habitants en comités d'eau, dont les représentants sont élus par les usagers, et qui signent un contrat avec l'entreprise publique de l'eau pour la gestion, la vente et la maintenance du service d'eau dans les quartiers. Les comités achètent l'eau à l'entreprise publique, la vendent aux habitants via un système de bornes fontaines, et utilisent les ressources pour couvrir les frais de maintenance et de gestion du réseau ».

C'est en ces termes que Pierre Louis Widelson, représentant du comité de l'eau du quartier de Baillergeau à Port au Prince, a retracé l'histoire du projet Rezodlo lors du Forum mondial de l'eau à

Marseille. Aujourd'hui 50 quartiers précaires, soit 1,2 million de personnes, bénéficient du système et 50 « Komité dlo » sont fédérés au sein d'une instance unique, la Fekod.

En 2012, l'accent est mis sur la formation des comités, au regard de leurs responsabilités croissantes comme professionnels de l'eau, acteurs du développement de leur quartier, acteurs de leur ville et porte-parole sur la scène internationale des problématiques liées à l'eau. En toile de fond, une approche politique du développement : « Le droit à l'eau ne se décrète pas, il se construit », qui se fonde sur la capacité des bénéficiaires à devenir des interlocuteurs légitimes et re-

connus des pouvoirs publics et la volonté de sécuriser les solutions d'accès à l'eau en les inscrivant durablement dans des politiques publiques consolidées.



La pédagogie au service du changement

MADAGASCAR



ATSINANANA ET VAKINANKARATRA, MADAGASCAR 31 3 ANS (2010-2013) 200 000 €



A Madagascar, l'accès à l'eau et à l'assainissement reste un défi majeur pour le développement du pays.

Conscient de l'importance des enjeux, le gouvernement a progressivement structuré le secteur, en adoptant un ensemble de mesures : transfert aux communes de la maîtrise d'ouvrage des systèmes d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement ; délégation de la gestion des services par la commune à des opérateurs privés ou communautaires ; principe de non gratuité du service public de l'eau.

Un changement de modèle dont la réussite et la pérennité supposent l'implication active et responsable de toutes les parties prenantes, et donc un important travail de renforcement des compétences et des capacités sur le terrain.

Le GRET a lancé en 2008, avec le soutien du FONDS SUEZ ENVIRONNEMENT INITIATIVES, un programme sur cinq ans ciblant six communes rurales : le projet Meddea de « Mise en place de mécanismes de développement durable de l'accès à l'eau et l'assainissement en zones rurales ». Une démarche d'accompagnement dans la durée qui conjugue élaboration de supports pédagogiques adaptés (vulgarisation des normes techniques et procédures contractuelles pour la réalisation et la gestion des ouvrages, et pour la réalisation des plans communaux de développement de l'accès à l'eau et à l'assainissement - PCDEA), formation des acteurs économiques impliqués, sensibilisation des communautés, réa-



lisation effective des PCDEA, mise en œuvre des travaux et appui à la gestion administrative et technique. À ce jour, six PCDEA ont été réalisés, six réseaux pouvant alimenter plus de 20 000 personnes ont été construits, près de 1 400 toilettes privées ont été vendues et posées, huit blocs d'assainissement scolaire, ainsi que quatre blocs eau et assainissement publics et un bloc sanitaire public ont été mis en place.

Inventer les solutions pour le développement

MADAGASCAR

CAMBODGE



CAMBODGE ET MADAGASCAR 31 3 ANS (2012-2015) 349 466 €



Face à l'ampleur et à la persistance de la pauvreté et des inégalités dans le monde d'aujourd'hui, un constat s'impose : « Les solutions pour le développement restent à inventer ». C'est cet impératif qui a guidé le GRET dans le lancement fin 2011 du Fonds d'innovation pour le développement (Find), comme l'explique son président, Pierre Jacquemot : « L'innovation technique, sociale et environnementale est clé pour trouver, avec les acteurs privés et les populations concernées, des solutions pérennes, efficaces et adaptées ». Premier à avoir répondu à l'appel, le FONDS SUEZ ENVIRONNEMENT INITIATIVES, soucieux d'être pleinement partie prenante de ce véritable « laboratoire du développement » et convaincu de la fécondité des partenariats stratégiques entre ONG et entreprises.

C'est dans ce contexte que le Fonds soutient le programme Isea (*Innovations pour des services d'eau et d'assainissement améliorés*).

Le programme cible les zones grises des abords des villes, ni villes, ni campagnes, souvent tenues à l'écart des stratégies des bailleurs de fonds et parfois des politiques nationales de l'eau. Deux « pays témoins » ont été retenus : le Cambodge, où l'approvisionnement en eau est assuré par des petits entrepreneurs locaux, qui gagneraient à être mieux structurés et accompagnés à travers la création d'un centre de services, ISEA ; Madagascar, où la délégation de service public à des opérateurs privés reste encore balbutiante. Pour le premier, l'objectif est de favoriser le changement d'échelle. Pour le second, il s'agit d'appuyer les communes dans l'organisation technique, institution-

nelle et financière de l'accès à l'eau. Des projets très concrets, mais dont la finalité va au-delà de leur impact direct sur les populations : il s'agit, via la publication des résultats de l'expérience, leur mise en débat et la production de références pour le développement, de générer de véritables avancées.



Objectif : 50 puits

MADAGASCAR



ANALAMANGA, MADAGASCAR

31 2 ANS (2012-2013)

FONDS 20 000 €



« Quand on sait que pour seulement quatre euros par personne, le problème de l'accès à l'eau potable est résolu pour au moins deux décennies, nous, au Rotary Club (RC) Antananarivo Mahamasina, avons fait de cette action notre priorité depuis sept ans durant lesquels nous avons réalisé plus de 40 puits. »

Cette déclaration s'inscrit dans la mission de service portée par le Rotary International depuis sa fondation il y a près d'un siècle, et témoigne d'une volonté forte d'apporter des réponses durables aux problèmes sanitaires, économiques et sociaux liés au déficit de l'accès à l'eau.

Aujourd'hui, fort de ses bons résultats, le RC Antananarivo Mahamasina doit faire face à un afflux de demandes pour la réalisation de puits. Pour l'aider dans sa tâche, le FONDS SUEZ ENVIRONNEMENT INITIATIVES s'est en-

gagé à soutenir un projet de construction de 50 puits couverts équipés de pompes manuelles. Les sites retenus se situent aux abords immédiats de la ville. Un choix pragmatique qui s'appuie sur un ensemble de critères : la situation des villages, trop pauvres pour bénéficier du réseau d'état de distribution d'eau ; la faible profondeur de la nappe phréatique, qui permet de creuser des puits d'eau potable à moins de 25 m ; enfin la proximité, qui facilite le suivi régulier des travaux par l'équipe de spécialistes du RC.

Le Fokontana (la communauté villageoise) offre le terrain, le chef du Fokontana (le maire de la commune) et le RC signent une conven-



tion précisant les termes de leur collaboration et leurs engagements respectifs, le RC sélectionne les entreprises en charge des travaux, la commune rurale organise la participation des villageois et garantit la sécurité et la pérennité des installations. Ainsi conçue, la réalisation d'un puits dure au maximum trois mois. Un mode d'action simple, qui a fait ses preuves et qui est aisément répliquable.

Les Eco-points, un tremplin pour le recyclage

MOZAMBIQUE



MAPUTO, MATOLA, MOZAMBIQUE

31 2 ANS (2011-2013)

FONDS 50 000 €



Maputo, une capitale africaine sur l'Océan Indien en plein boom économique et démographique, avec son inévitable lot de problèmes sociaux, sanitaires, économiques et environnementaux. Symbole de cette urbanisation galopante, la gigantesque décharge de Hulene, où sont déversées chaque jour quelques 800 tonnes de déchets, sans aucun système de traitement ni de recyclage. En 2009, des environnementalistes et spécialistes du recyclage décident de relever le défi, en créant l'Associação MOçambicana de Reciclagem, AMOR, dont la mission est de promouvoir et organiser durablement le recyclage des déchets à Maputo, et plus

largement au Mozambique. Au centre du dispositif, les « Eco-points », des points d'achat et de collecte des déchets recyclables, vendus ou déposés par les particuliers, les boutiques et les entreprises. Les déchets sont ensuite conditionnés avant d'être revendus aux acteurs du recyclage. Les Eco-points sont gérés par des femmes, membres d'une association communautaire de personnes séropositives, Xidzuki. À leurs côtés, d'anciens chiffonniers devenus collecteurs mobiles, équipés de triporteurs. Aujourd'hui, huit Eco-points sont opérationnels, 18 emplois ont été créés, une soixantaine de particuliers vendent régulièrement aux Eco-points le fruit de leur collecte, et entre

50 et 100 tonnes de déchets sont recyclées chaque mois. Des résultats prometteurs et des projets à l'horizon 2013 : développement du réseau à Maputo et dans le reste du pays, actions de sensibilisation dans les écoles et auprès du grand public, développement d'une activité d'artisanat autour des matériaux recyclés par Xidzuki, consolidation du statut des gestionnaires d'Eco-points et des collecteurs mobiles comme micro-entrepreneurs ; et à moyen terme, installation de chaînes de transformation des déchets à l'échelle du pays. Le FONDS SUEZ ENVIRONNEMENT INITIATIVES soutient ce projet qui associe objectifs sociaux, économiques et environnementaux.

Une entreprise sociale contre la mortalité infantile

🚩 DHARAVI, MUMBAI, INDE 📅 2 ANS (2011-2012) 💰 17 000 €



« À priori tout sépare les bidonvilles de l'Inde des prestigieuses universités du Rhode Island. Et pourtant c'est au sein de la Brown University et de la Rhode Island School of Design qu'est né WaterWalla, un projet porté par une organisation à but non lucratif, déterminée à se frayer un passage au-delà des barrières pour se concentrer sur un objectif : l'accès à l'eau potable. La démarche est partie d'un constat aussi simple que dérangent : le temps de plancher pour un examen, plus de 700 enfants meurent dans le monde de maladies aisément évitables. »

Mike Cohea, Brown University, 6 octobre 2011.

Le projet WaterWalla (qui signifie « fournisseur d'eau » en Hindi) est un modèle de social business visant à améliorer la santé des habitants des bidonvilles en générant un cycle vertueux entre offre et demande : en s'appuyant sur les réseaux communautaires, l'ONG développe des actions d'éducation et de sensibilisation des habitants aux bénéfices liés à l'eau potable, leur propose des systèmes de filtration simples, efficaces et à faible coût, et favorise l'implantation de petites entreprises locales en charge de les commercialiser. Durant l'été 2011, une boutique pilote a ouvert ses portes au cœur du bidonville de Dharavi à Mumbai, elle devrait

être le premier maillon d'un réseau de boutiques franchisées. Un habitant du quartier à qui l'on demandait ce que le mot « eau » évoquait pour lui, répondit sans hésiter : « La peur ! ». WaterWalla s'emploie à inverser durablement cette croyance.

« Nous voulons susciter un changement définitif et non pas temporaire dans la vie des habitants des bidonvilles. Pour cela, nous construisons sur le terrain, avec eux, les outils qui leur assureront un accès durable à l'eau potable. »

Anshu Vaish, co-directeur de WaterWalla

Les collaborateurs du Groupe sur le front de la solidarité

🚩 MONDE 📅 1994 (CRÉATION) 💰 1 110 000 €

MONDE



En 1994, sous l'impulsion de la Direction Générale, une poignée de collaborateurs volontaires de Lyonnaise des Eaux portait secours aux victimes du conflit au Rwanda. Deux décennies plus tard, Aquassistance, l'association humanitaire des personnels de SUEZ ENVIRONNEMENT, créée à la demande des salariés, compte plus de 700 adhérents et mobilise chaque année une centaine de bénévoles, au service de près de 90 projets dans le monde entier. Et pour 2012, l'objectif est resté inchangé : se développer ! Choix des projets à réaliser, mode d'intervention, recherche de financement, recrutement et formation des bénévoles, gouvernance, tout est réfléchi et mis en œuvre pour maximiser la valeur ajoutée apportée aux populations soutenues.

Aujourd'hui, l'association, fidèle à son inspiration d'origine, poursuit ses interventions dans l'urgence, tout en renforçant ses programmes de développement dans les domaines de l'accès à l'eau, à l'assainissement et à la gestion des déchets.

« J'ai eu la chance d'effectuer cinq missions de dix jours environ chacune. A chaque fois nous avons été accueillis à bras ouverts par nos partenaires locaux et par les populations des villages concernés. Les poignées de main, les sourires et les regards échangés à chaque visite sont autant de souvenirs indélébiles. »

Alexia Michels, hydrogéologue, Lyonnaise des Eaux Bordeaux



Un pont entre la France et le Sénégal

En 2010, l'association française de ressortissants du village de Mbaniou (Sénégal) sollicite Aquassistance pour alimenter en eau potable le village et son centre de santé.

Après deux missions sur le terrain, les objectifs du projet se précisent : équiper le forage réalisé par la Direction de l'Hydraulique Rurale avec un pompage solaire, mettre en place un réservoir de 10 m³ et des canalisations de 650 m de long, créer deux bornes-fontaines. Reste à trouver les financements, chose faite grâce au dispositif «Solidarité migrants 2011» du Conseil Général des Yvelines qui assume la moi-

tié du budget, le reste se partageant entre l'association de ressortissants et Aquassistance. Le chantier peut démarrer. Fin juillet 2012, deux bénévoles partent pour suivre les travaux, confiés à des entreprises locales, appuyées par les habitants. Aujourd'hui, les installations d'eau potable et le pompage solaire fonctionnent. A charge pour l'ASU-FOR (Association des Usagers de Forage), formée par les bénévoles, d'assurer dans la durée la gestion et l'exploitation du système.

Mission accomplie grâce à la coopération de tous les partenaires.

«Je suis fière d'être membre d'Aquassistance et d'appartenir à cette grande famille qu'est la solidarité internationale. J'ai vécu des instants magiques dans un pays où la population exprime sa joie de vivre et sa liberté, même si les conditions de vie sont difficiles. Mon souhait est d'agrandir cette famille de bénévoles». **Mireille Nowak**, technicienne gestion administrative, Lyonnaise des Eaux Côte d'Azur

CHIFFRES-CLÉS
2012

Jours de bénévolat
1207

Nombre d'adhérents
784

Nombre de projets
84

Nouveaux projets
24

Projets terminés
28



Partant pour l'urgence ?

«Demain s'il le faut. Je ne souhaite pas qu'il y ait de catastrophe, mais mon sac est prêt. Pour le stage, Aquassistance avait choisi des gens de terrain, les meilleurs formateurs qui soient.»

Gaétan Massoubeyre, membre d'Aquassistance depuis dix ans, fait partie des douze bénévoles qui ont été formés en 2012 pour rejoindre le groupe d'intervention d'urgence. Mis en situation pour un week-end sur le site d'une ferme de l'Oise, avec hébergement sous tente et repas sommaires, ils ont alterné enseignements théoriques et exercices pratiques de montage, mise en

route, exploitation, démontage des stations mobiles de traitement d'eau.

Car si l'urgence n'est plus aujourd'hui la première mission d'Aquassistance, l'association reste néanmoins en état d'alerte, prête à intervenir en cas de catastrophe naturelle. Invité spécial de cette session, Melik Fourcade du Centre de Crise du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes (MAEE) est venu témoigner de l'efficacité de l'intervention conjointe MAEE – Aquassistance lors des inondations au Pakistan en 2010.

Soulager la détresse, en France aussi

Mardi 30 octobre 2012, une cérémonie officielle d'inauguration était organisée à Bordeaux pour lancer la nouvelle « cuisine solidaire » de la Banque alimentaire de Bordeaux et de la Gironde. Un projet dont l'objectif principal est de permettre à des femmes en difficulté un retour progressif vers l'autonomie et l'insertion sociale aux travers d'ateliers cuisine. Aquassistance a apporté sa pierre à l'édifice en prenant en charge le raccordement de la structure au réseau public d'assainissement. Pendant deux week-ends une équipe de bénévoles a apposé 60 mètres

d'égout offerts par Lyonnaise des Eaux. Pour Laurent Bléry, responsable d'Aquassistance à Bordeaux et en charge de cette opération un peu spéciale, l'engagement bénévole est naturel : « Quand on part en mission, on se rend compte que c'est vraiment important de venir en aide aux gens les plus démunis que l'on peut rencontrer ; je trouve que c'est très facile d'adhérer dès lors que l'on se rend compte du besoin des autres. » Une conviction qui vaut pour toutes les populations en détresse dans le monde.

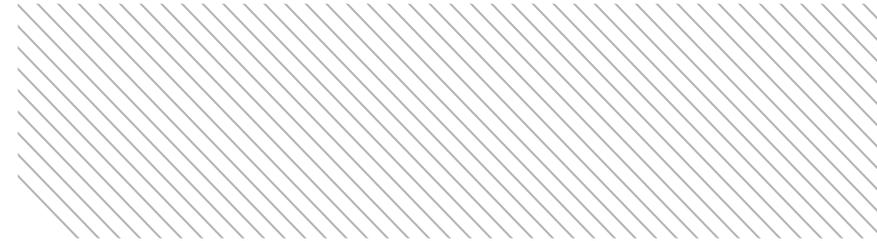


RENFORCER

LES COMPÉTENCES



Frédérique Raoult
*Directrice du Développement Durable
et de la Communication,
SUEZ ENVIRONNEMENT*



« Sur la route du développement équilibré et durable, le renforcement des compétences constitue un axe déterminant de progression. Le FONDS SUEZ ENVIRONNEMENT INITIATIVES met en œuvre cette conviction en soutenant des programmes

et des institutions dédiés à la formation des managers des services de l'eau et de l'assainissement, et en favorisant l'implication des collaborateurs du Groupe dans ces projets. »



Renforcer les compétences des acteurs de l'eau

PAYS-BAS 31 1,5 AN (2010-2012) 80 000 €



Depuis sa création, le 16 novembre 1945, l'UNESCO a pour objectif de « forger une culture de la paix en favorisant l'approfondissement et l'échange des connaissances, y compris scientifiques, grâce à la coopération internationale, le renforcement des capacités et une assistance technique à ses États membres ». Une mission qui prend tout son sens à l'heure où l'eau devient un enjeu géopolitique majeur, et qui réclame une accélération des programmes en faveur du partage et du renforcement des compétences dans les pays en développement.

L'UNESCO-IHE Institute for Water Education, basé à Delft aux Pays-Bas, est engagé depuis sa création en 1957 dans la poursuite des objectifs de l'UNESCO, mais bénéficie d'une autonomie fonctionnelle pour atteindre ces objectifs. Il se positionne aujourd'hui comme l'un des plus grands centres internationaux de formation de troisième cycle sur l'eau dans le monde. Le FONDS SUEZ ENVIRONNEMENT INITIATIVES soutient le programme du Master

« En venant étudier à Delft, j'ai pu bénéficier en direct de l'enseignement d'experts dans la gestion de l'eau, que ce soit avec les cours en classe ou grâce aux visites chez SUEZ ENVIRONNEMENT. Merci pour cette chance. »

Mira Yuliawati



« Programme en gestion de l'eau », en finançant, pour chaque promotion, deux bourses d'études d'un montant de 40 000 euros chacune (bourses de formation et bourses de vie) pour des professionnels du secteur de l'eau venus des pays émergents.

Un pôle d'excellence pour une nouvelle génération de leaders

MONTPELLIER, FRANCE 31 6 ANS (2008-2013) 1 500 000 €



Le Congrès de l'association africaine de l'eau, qui s'est tenu à Marrakech en février 2012, a mis en exergue la gravité du manque de managers africains dans le secteur. Un cri d'alarme qui vaut pour l'ensemble des pays en voie de développement. Quelques semaines plus tard, lors du 6ème Forum Mondial de l'Eau à Marseille, le Groupe SUEZ ENVIRONNEMENT répondait à cet appel en s'engageant devant la communauté internationale à former plus de 100 professionnels et managers des services de l'eau et de l'assainissement. Vecteur clé de cette ambition, la Chaire ParisTech «SUEZ ENVIRONNEMENT-Eau pour Tous», co-fondée en 2008 par la Fondation SUEZ ENVIRONNEMENT Eau pour tous et ParisTech, qui prépare les auditeurs à l'International Executive Master Opt.

Pour la promotion 2011-2012, 60 candidats francophones se sont présentés, 22 ont été retenus, après une sélection rigoureuse. Tous sont des cadres déjà en poste, essentiellement africains, pressentis par leur direction pour prendre à terme la tête de leur entreprise. Au programme de la formation sur un an, des modules d'enseignement théoriques sur le site d'AgroParisTech à Montpellier, alternant avec des périodes de retour sur le terrain, dans le cadre de la réalisation d'une « mission » prédéfinie avec l'entreprise.

Et pour tirer le meilleur de cette expérience, chaque auditeur est accompagné par un

coach, qui l'aide à développer son potentiel personnel et son aptitude au leadership. Ce parcours pédagogique très complet, assuré pour une bonne part par des collaborateurs de SUEZ ENVIRONNEMENT, s'inscrit dans la volonté du Groupe de pérenniser l'accès aux services essentiels via le transfert de savoir-faire et le renforcement des compétences locales.

Le FONDS SUEZ ENVIRONNEMENT INITIATIVES a consacré 1,5 million d'euros sur cinq ans pour lancer la Chaire, puis renouvelé son engagement pour deux millions d'euros sur les six prochaines années.



Gestion des services urbains d'eau et d'assainissement : un enjeu crucial

Aujourd'hui, un citadin sur trois vit dans un bidonville et le mouvement n'est pas près de s'arrêter, puisque, selon les Nations-Unies, cette population pourrait passer d'un milliard à plus de deux milliards en 2020. Cette forte pression démographique s'accompagne de multiples problèmes : insécurité généralisée, pollution, maladie, mortalité (notamment infantile), etc.

Dans ce contexte, les défis auxquels sont confrontés les services d'accès à l'eau et l'assainissement sont multiples :

- **Etendre à tous l'accès** à l'eau potable et à l'assainissement, notamment en direction des plus pauvres, en mettant en place des solutions socio-économiques et techniques innovantes ;

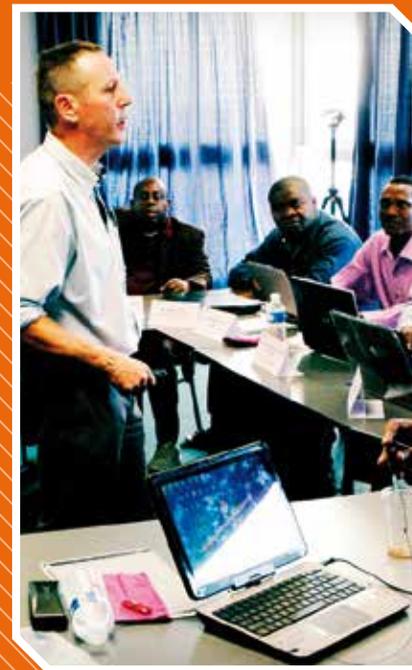
- **Satisfaire l'équilibre entre les ressources en eau et les besoins**, en s'efforçant de maîtriser la demande et les pertes, réduisant ainsi la nécessité de mobiliser des ressources nouvelles à des coûts financiers et environnementaux de plus en plus élevés et difficilement acceptables sur le long terme ;

- **Offrir des prestations de qualité** (notamment une eau potable satisfaisant les normes de l'OMS) tout en étant adaptées au contexte socio-économique ;

- **Progresser vers l'objectif de durabilité** technique et financière du service sur le long terme.

« Vous allez retourner dans vos organisations, je souhaiterais vous encourager à être entièrement engagés dans votre mission. Vos populations vous attendent afin que vous trouviez des solutions. La clé est entre vos mains, pensez grand, posez-vous des défis éthiques grands, soyez fermes et déterminés. »

Dennis Mwanza, parrain de la promotion 2011-2012, Deputy Chief of Party SUWASA (Sustainable Water and Sanitation for Africa - Eau et assainissement durables en Afrique)



« Notre objectif est de former un plus grand nombre d'étudiants pour mieux répondre à la demande des entreprises. Une deuxième volonté forte, c'est le développement de parcours dans les pays du Sud : en 2013, nous allons implanter des modules de formation au Burkina Faso et en Ouganda. C'est le début d'un processus qui va nous amener à nous rapprocher de nos clients dans les pays émergents et d'autres sites sont déjà à l'étude. »

Thierry Rieu, Directeur délégué du Centre AgroParisTech de Montpellier.

« Aujourd'hui, notre formation est suivie à 85% par des Africains, qui partagent des valeurs communes fortes. Il s'agit d'en faire un nouveau corps de managers. Le programme de la Chaire fournit une polyvalence de compétences, qui peuvent ensuite se décliner dans les domaines privé, public ou semi-public en fonction du contexte politique et juridique du pays. »

Jean-Antoine Faby, directeur de la Chaire Eau pour Tous.

« Je suis arrivé comme un simple exploitant. Je repars avec une vision. Je sais comment y arriver. Je travaillerai pour que Bujumbura devienne une capitale de référence dans la région. Je compte sur votre soutien. »

Willy Manirambona, auditeur OPT 2011 - 2012, REGIDESO, Burundi.

« C'est une formation qui m'apporte beaucoup, d'abord en actualisant un certain nombre de concepts en matière de gestion de l'eau, mais aussi en matière d'assainissement, car l'eau et l'assainissement sont assez liés, surtout dans le cadre du développement durable. Mais il y a une troisième dimension, extrêmement importante, celle de rencontrer des praticiens comme moi, des gens qui vivent des problèmes similaires et je crois que c'est une excellente opportunité d'échanger. »

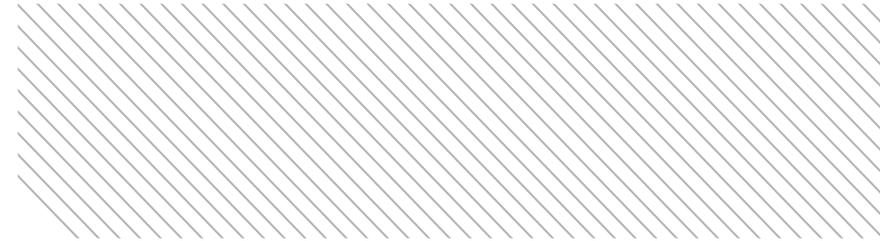
Moulaye Hassen, auditeur OPT 2011-2012, SNDE (Société Nationale d'Eau), Mauritanie.

STIMULER

L'INNOVATION ET PARTAGER L'EXPÉRIENCE

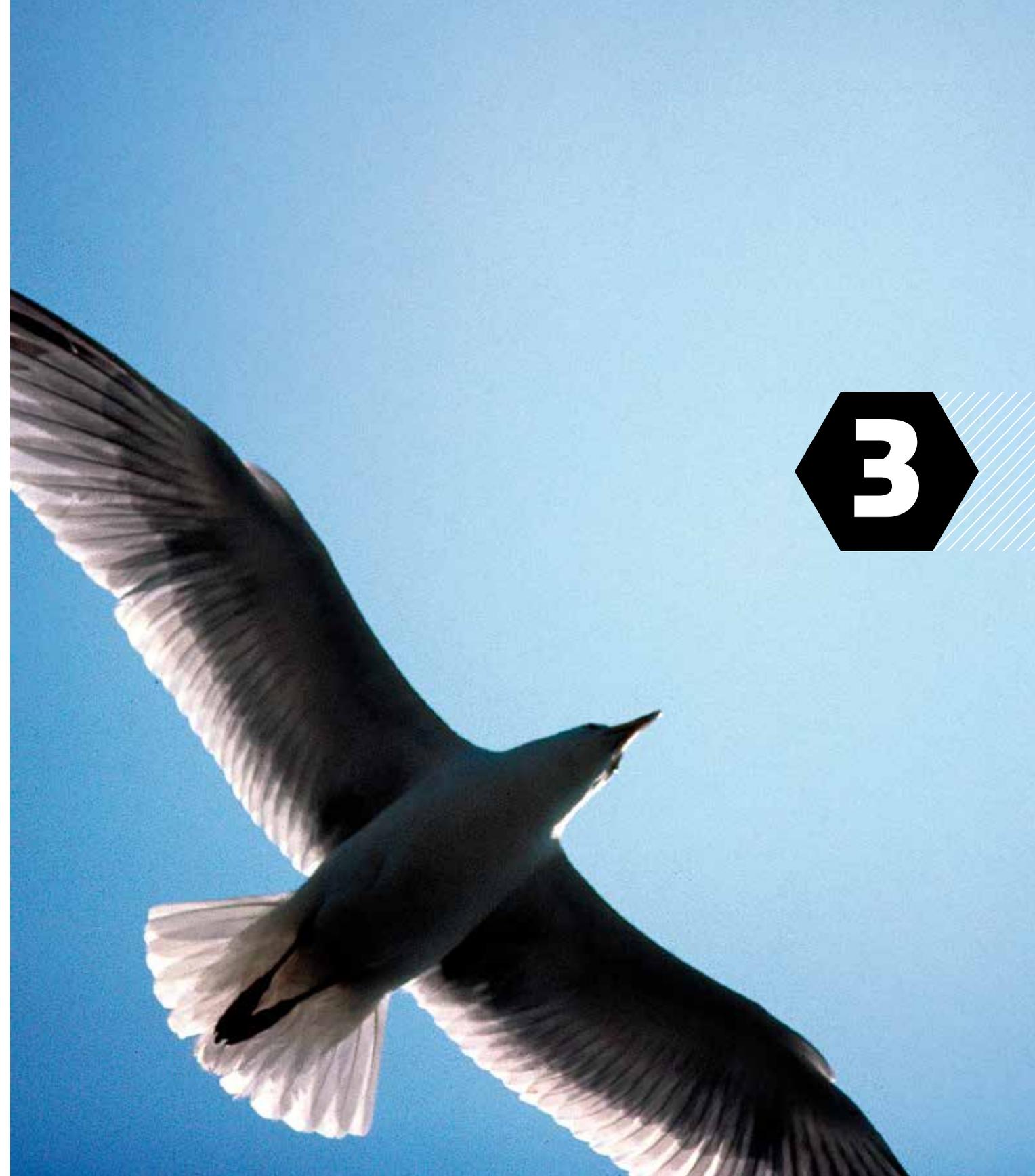


Jean-Marc Borello
Délégué général du Groupe SOS



« Aujourd'hui, nous devons unir nos forces pour promouvoir l'innovation sous toutes ses formes, sociale, technique, financière et institutionnelle. C'est une priorité si nous voulons développer à grande échelle des solutions efficaces et pérennes.

Le FONDS SUEZ ENVIRONNEMENT INITIATIVES s'inscrit dans cette dynamique en appuyant l'émergence de projets créatifs et innovants, en favorisant leur essaimage et en encourageant le partage d'expérience. »



Un ambitieux programme de recherche

CAMEROUN

KENYA



KENYA ET CAMEROUN

31 3 ANS (2010-2012)

BILAN 165 000 €



Aujourd'hui, plus d'un milliard de personnes vivent dans des bidonvilles, avec un accès limité aux services élémentaires d'eau et d'assainissement. Cela représente un poids additionnel pour les habitants des bidonvilles que le « *Center for Water Science* » de l'Université de Cranfield a décidé de prendre à bras le corps, en lançant en 2010 un ambitieux programme de recherche sur trois ans, soutenu par le FONDS SUEZ ENVIRONNEMENT INITIATIVES. Fil rouge de ce projet, la conviction que c'est en partant de la demande et des ressources des habitants que l'on peut concevoir et développer des produits et services innovants

et viables dans le domaine de la distribution d'eau et de l'assainissement. Une vision qui s'inspire des stratégies BoP (Bottom of the Pyramid) déployées par les grandes entreprises, avec de nouveaux business models conciliant rentabilité économique et contribution au développement. Le programme a démarré dans deux bidonvilles du Kenya, avec l'appui d'ONG, d'entrepreneurs et d'acteurs institutionnels locaux. Premier objectif : tester la mise en place de « *Water Choices Kiosks* », des bornes-fontaines proposant différentes options de distribution, adaptées à la demande des utilisateurs.

Bilan à mi-parcours : la problématique des bidonvilles ne se réduit pas à une question

de ressources financières, c'est un phénomène infiniment complexe, englobant les questions de pauvreté, autonomie, éducation, santé, mainmise des cartels de l'eau, résistances culturelles et institutionnelles, etc. Autant de paramètres qui requièrent un constant réajustement du calendrier, des objectifs et des activités liées au projet. Notre prochain défi consiste d'une part à généraliser le modèle et d'autre part à s'assurer de la durabilité du service. À ce jour, cinq kiosques à eau sont opérationnels au Kenya, et le programme se développe au Cameroun, avec un kiosque en activité et cinq en construction.

Stimuler, accompagner, démultiplier

MONDE



MONDE

31 ÉDITION 2011-2012

FONDS 100 000 €



Le Prix SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives-Institut de France, remis tous les deux ans, récompense deux projets innovants améliorant l'accès à l'eau, l'assainissement et la gestion des déchets dans les pays en développement. La cérémonie de remise des Prix 2012 a eu lieu le 4 juillet 2012 à l'Institut de France sous la présidence de Jean-Louis Chaussade, directeur général de SUEZ ENVIRONNEMENT et président du Fonds SUEZ ENVIRONNEMENT Initiatives, et Gabriel de Broglie, chancelier de l'Institut de France. Elle a été placée sous le signe de l'entrepreneuriat social, avec deux invités de marque, Jean-Marc Borello, délégué général du Groupe SOS, et Arnaud Mourot, directeur général d'Ashoka France-Belgique-Suisse. Tous deux partagent une même vision : la mise en œuvre de solutions durables passe par l'alliance entre la logique entrepreneuriale et la priorité accordée au service de l'intérêt général. Les lauréats 2012 sont des « *entrepreneurs de la solidarité* », qui s'inscrivent totalement dans cette dynamique.

► **Le Prix Entrepreneuriat social** a récompensé le projet « *Transformation de déchets organiques en briquettes de charbon* » mis en œuvre en Ouganda par les deux jeunes associés de la société « *Green Bio Energy* », Alexandre Laure et Vincent Kienzler. Leur idée est née sur le terrain : alors que la grande majorité des foyers de Kampala utilisent du charbon de bois pour cuisiner, pourquoi ne pas industrialiser le recyclage des déchets organiques en énergie renouvelable ? Pari réussi : en riposte à la grande volatilité du prix des combustibles et à une déforestation massive, les « *Briketis* » ainsi produites sont moins chères que le charbon classique, se consomment plus lentement et n'émettent aucune fumée.

► **Le Prix Accès aux services essentiels** a été remis au projet « *Clubs des mères dans la région des savanes* », conjointement porté par la Croix-Rouge française et la Croix-Rouge togolaise. Ce projet mise sur la capacité des femmes, quand elles sont organisées et formées, à contribuer activement au développement de leur communauté. Une initiative couronnée de succès et aisément reproductible, dont les femmes se sont saisies avec ardeur, traçant ainsi leur chemin vers plus d'autonomie.

Le prochain appel à candidatures sera lancé courant 2013.

<http://www.prix-initiatives.com/>

FAVORISER

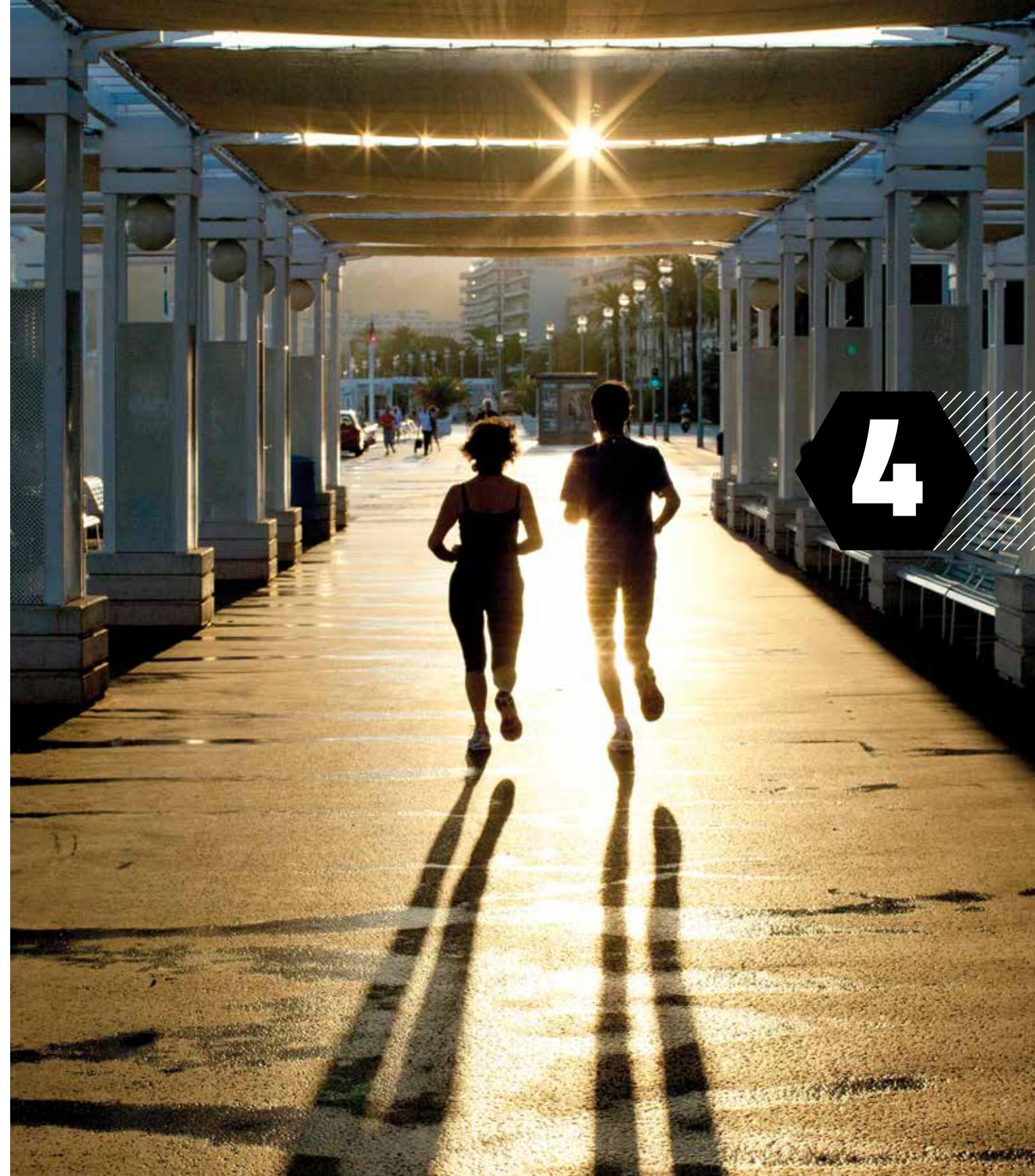
L'INSERTION PAR L'EMPLOI ET LA FORMATION EN FRANCE



Marie Trellu-Kane
*Présidente co-fondatrice d'UNIS-CITE,
Conseillère au Conseil Economique,
Social et Environnemental*

« Les grandes entreprises ont un rôle essentiel à jouer, aux côtés de l'ensemble des acteurs publics et associatifs, pour favoriser le retour à l'emploi des populations qui en sont le plus éloignées. Cette contribution à la création de valeur partagée sur les territoires,

le FONDS SUEZ ENVIRONNEMENT INITIATIVES l'assume pleinement en soutenant des projets qui, avec des ressources et des moyens d'action très différents, visent le même objectif : l'insertion des plus fragiles. »



LA MAISON POUR REBONDIR

Une plateforme pour l'insertion et l'emploi

BORDEAUX, FRANCE

31 2011 (LANCEMENT)

1 000 000 €



À l'heure où la société attend de l'entreprise qu'elle soit aussi un partenaire social, le Groupe SUEZ ENVIRONNEMENT s'engage résolument en faveur de l'insertion et de l'emploi sur les territoires, notamment à travers le FONDS SUEZ ENVIRONNEMENT INITIATIVES. Projet phare de cette démarche, la Maison pour rebondir (MPR) a ouvert ses portes au cœur de l'agglomération bordelaise en janvier 2012.

Son objectif : offrir aux populations en situation de précarisation et d'exclusion, en particulier les jeunes sans qualification et les femmes des quartiers, bénéficiaires du RSA, des emplois pérennes dans nos filiales implantées sur le territoire bordelais :

Lyonnaise des Eaux, Degrémont, SITA et SAFEGE.

Les entreprises s'investissent en dédiant des emplois à l'insertion, en ouvrant l'accès à leurs programmes d'alternance et en encourageant l'implication des collaborateurs dans des actions de tutorat ; les acteurs sociaux partenaires du projet orientent vers la MPR des profils de personnes motivées et en capacité de mener à bien une démarche exigeante vers l'emploi ; les coordinateurs de la MPR finalisent la sélection des candidats et construisent avec eux un parcours de préparation à l'emploi sur mesure, alternant acquisition de compétences profes-

sionnelles, entretiens individuels et développement personnel, accompagnement social et immersion en entreprise.

Pour les uns, ce sera un parcours vers l'intégration progressive dans un poste de l'entreprise, pour les autres ce sera la création d'activité, avec deux programmes dédiés : « J'Entreprends » pour les jeunes, et « Les CréActrices » pour les femmes. Ce dispositif très complet et personnalisé constitue une véritable rampe de lancement vers l'emploi durable, il a aujourd'hui fait ses preuves et devrait essaimer dans d'autres villes en 2013.



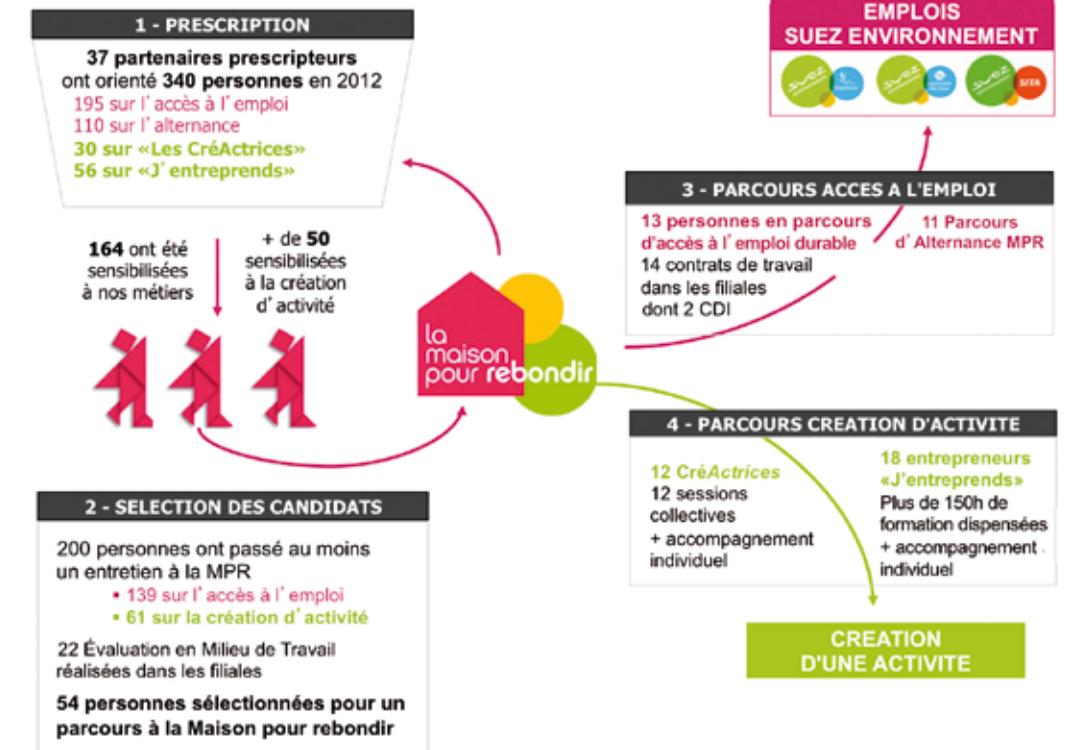
« SUEZ ENVIRONNEMENT a un rôle social à jouer sur les territoires. Nous avons ouvert une première Maison pour rebondir à Bordeaux parce que nous voulions nous mobiliser sur cette problématique en tant que partenaire historique de la ville. La présence de l'ensemble des activités du Groupe sur le territoire nous a permis de mener l'expérimentation dans nos entreprises avant de l'ouvrir à d'autres partenaires. »

Laurence Malcorpi, directeur de la diversité et du développement social de SUEZ ENVIRONNEMENT

« J'ai 39 ans et je viens de passer une période difficile. J'ai connu la Maison pour rebondir grâce à la patronne de l'entreprise d'insertion où je travaillais. On m'a fait confiance, et j'ai fait confiance. Aujourd'hui je commence une formation en alternance. J'ai de la chance, mais il faut être sérieux et motivé. »

Frédéric Servaeghe, candidat de la Maison pour Rebondir

Faits et chiffres 2012



REJOUÉ

Les jouets au service de l'insertion

PARIS, FRANCE 31 3 ans (2012 - 2014) 50 000 €



Lorsque Claire Tournefier et Antoinette Guhl, les deux fondatrices, se sont lancées en 2010 dans l'aventure « Rejoué », le secteur de l'occasion restait le parent pauvre du marché français du jouet. Et pourtant, elles affichaient avec détermination leur ambition : faire de Rejoué la marque leader d'un marché professionnalisé, à forte identité sociale. Le pari est en bonne voie de réussite...

Au-delà d'une success story prometteuse, ce projet constitue une véritable innovation sociale, fondée sur un dispositif très complet, conjuguant des objectifs de réinsertion par l'emploi, développement économique, prévention des déchets, sensibilisation aux

enjeux environnementaux, accès à des jouets bon marché pour tous.

Le 8 mars 2012, l'association ouvre officiellement les portes de son entrepôt-atelier dans un quartier populaire du XIVème arrondissement de Paris. C'est là que convergent les tonnes de jouets usagés recueillis auprès des écoles, des collectivités, des entreprises, des magasins de jouets ou des particuliers. Ils sont ensuite triés, nettoyés, revalorisés et reconditionnés par une équipe de salariés en insertion ; avant d'être revendus via des marchés ciblés selon le profil des acheteurs : ventes privées pour les assistantes maternelles, ventes éphémères

pour les particuliers, distribution solidaire pour les familles en situation de précarité. Le tout assorti d'ateliers de sensibilisation à l'impact environnemental des jouets pour les enfants des écoles primaires.

L'association mise sur un développement continu de ses activités pendant la phase de lancement (2012-2014), qui devrait lui permettre ensuite de changer d'échelle et d'essaimer. Ainsi, dès début 2013, une boutique permanente ouvrira dans le XIVème arrondissement. En soutenant le projet Rejoué, le FONDS SUEZ ENVIRONNEMENT INITIATIVES s'engage dans une nouvelle aventure solidaire !

1 enfant qui donne + 1 salarié qui rénove + 1 enfant qui reçoit = 3 heureux en 1 jouet

Une équation gagnante au service de la solidarité, qui a convaincu les collaborateurs du Groupe SUEZ ENVIRONNEMENT, preuve en est le succès remporté par la collecte organisée pour l'association Rejoué en décembre 2012 : en une semaine 70 kg de peluches, 358 kg de livres et jeux de société, 365 kg de jouets divers, soit au total 793 kg de jouets ont été récupérés sur les sites de la Tour CB21 à la Défense, de Rueil Malmaison et du Pecq-Croissy.

Derrière ce score, la générosité des enfants qui se sont vu décerner un « Diplôme du meilleur copain » : une façon ludique de les responsabiliser et de les sensibiliser à l'impact de leur geste sur l'emploi, l'environnement et la lutte contre la pauvreté.



« Quelle grande variété de jouets chez Rejoué. En plus, ils sont emballés sous film transparent, on voit tout de suite leur très bon état tout en étant rassuré sur leur propreté. » **Christine, assistante maternelle**

« Pas de gaspillage, que du recyclage. Un projet de proximité à dimension humaine c'est une belle histoire ça et pas que pour les enfants !!!! » **Isabelle, maman d'Eufémia**



En savoir plus : www.rejoue.asso.fr

REMERCIEMENTS

L'équipe du FONDS SUEZ ENVIRONNEMENT INITIATIVES tient à remercier tous les collaborateurs du groupe SUEZ ENVIRONNEMENT qui apportent leur aide, sous forme de mécénat de compétences, et notamment, la Direction des Comptabilités, la Direction de la Fiscalité, la Direction Juridique, la Direction de la Communication, la Direction des Relations Institutionnelles et des Affaires Européennes ainsi que les évaluateurs qui instruisent les projets reçus.

Pascale ALEXANDRE, Christophe APHAY-VONG, Jany ARNAL, Bernard AUCLAIR, Jean-Marc AUDIC, Delphine AUDRAN, Laurent BARLET, Henri BARTHALAN, Franck BAUDIN, Frédéric BAZIN, Marc BEATRIX, Samy BENOUDIZ, Carine BERGEZ, Sophie BESNAULT, Jean-Luc BESSET, Jacques BERTRAND, Benoît BONELLO, Yannick BONHOMME, Gilles BOULANGER, Alexandra BOUVART, Alexandre BRAÏLOWSKY, Brice CABIBEL, Isabelle CENSI, Jean-Claude CLERMONT, Philippe CHARPENTIER, Nicole DALGA, Pascal DAUTHUILLE, Méloé DEBIAIS, Brigitte DELEPLANCQUE, Luc DELONS, Zdravka DOQUANG, Jean-Paul DUNAND, Mathilde EPOSSI, Cathy FERAY, Philippe FOLLIASSON, Jeanne-Astrid FOUEGUE, Vincent FOURNIER, Vincent FREMIN, Diane GALBE, Raphaëlle GARCIA PLOTARD, Didier GAUJOUS, Philippe

GISLETTE, Anne-Laure GOUDY, Frédéric GOURDIN, Solenne de GROMARD, Anne-Lise GROUT, Frédérique GUENERIN, Eric DE LA GUERONNIERE, Jean-Pierre HANGOUET, Jean-Pierre HARRY, Cédric HELMER, Théodoro HERNANDEZ, Bruno HERVET, Nicole HOUEL, Michel HURTREZ, Philippe JACQ, Branko JANICJEVIC, Irina JAUBERT, Mimouna KACIMI, Jacques LABRE, Joannie LECLERC, Marion LECONTE, Antoine LECUONA, Françoise LE DEN, Françoise LEFEUVRE, Morgane LINDENBERG, Yves LESTY, Jean-François LORET, Hélène LOUVET, Diego LUCENTE, Caroline MAIRESSE, Laurence MALCORPI, Joël MALLEVIALLE, Jacques MANEM, Philippe MAPPA, Marielle MARTIN, Samuel MARTIN, Jean-Luc MARTEL, Jean-Pierre MAS, Juan MATEOS, Alain MATHYS, Jean-Pierre MAUGENDRE, Antoine MERCERON,

Daryoush MIKAILI, Délia MOULIN, Bouchra NHAILI, Odile OBERTI, Philippe ODIEVRE, Dominique OGERON, Fatima OUKASSI, Julie PAILLE, Nathalie PARINAUD-GOUEDARD, Luis PEINADO, Thomas PERIANU, Judith PETELET, Daisy PEZZALI, Haonhien PHAM, Dominique PIN, Patricia PINA, Sylvain PLANCHON, Damien PLANTIER, Lisette PROVENCHER, Gabriela PRUNIER, Frédérique RAOULT, Sidoine RAVET, Claude RENAULT, Delphine RICROS, Martha RODRIGUEZ, Vincent RUF, Pierre SACAREAU, Hatem SEDKAOUI, Jean-Claude SEROPIAN, Didier SINAPAH, Clémentine TASSIN, Eric TAUPIN, Jean-Michel TERRY, Anne TIRARD, Dominique TOUILLAUD, Marie-Claude VIVANT, Anne VONBANK, Juliette WAIT, Marc WEISBEIN, Alejandro ZULUAGA

NOUS PARTENAIRES

AQUASSISTANCE

ASHOKA FRANCE

ASSOCIAÇÃO MOÇAMBICANA DE RECICLAGEM (AMOR)

CRANFIELD

CROIX-ROUGE FRANÇAISE

EAU & VIE

EAU VIVE

GRET

INSTITUT DE FRANCE

MAISON POUR REBONDIR

PARISTECH

PUITS DU DÉSERT

REJOUÉ

ROTARY CLUB ANTANANARIVO

SECOURS CATHOLIQUE

UNESCO – IHE

WATERWALLA



Directeur de publication : Myriam Bincaille - Responsable de production : Florencia Salvia - Réalisation : Anne Cormier/Dimitri Dubreucq www.epeuis.fr

Crédits photos : © SUEZ ENVIRONNEMENT. Amor. Chaire Paristech « SUEZ ENVIRONNEMENT-Eau pour Tous ». Cranfield / Richard Franceys. Croix-Rouge française. Aquasistance. Eau & Vie. Eau Vive. Gret. Maison Pour Rebondir. ONG Tichène/Les puits du désert. Rejoue/Pauline Le Corff. Rotary Madagascar. Secours Catholique / Elodie Perriot. UNESCO-IHE / Patel School of Global Sustainability. Walenwella / A. Meyssonnier, E. Perriot, M. Bertrand, S. de Bouglies, C. Sorel - IMA/2013. Ce document est imprimé sur du papier certifié par le Forest Stewardship Council FSC™ par un imprimeur éco-responsable ayant obtenu le label Imprim'Vert. Impression : Desboulis-Gresil



Tour CB21 - 16, Place de l'Iris - 92040 Paris / La Défense - France
fonds.initiatives@suez-env.com - www.suez-environnement.fr